



Cotonou, le.. 25... NOV... 2016

N/ Réf: 5898-c /MEF/DC/C-FED/SP

**NOTE D'INFORMATIONS RELATIVE AUX CONDITIONS FISCALES
ET DOUANIERES APPLICABLES AUX MARCHES DE SERVICES ET DE
FOURNITURES FINANCES SUR LE 10^{ème} et LE 11^{ème} FONDS
EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT**

En application de l'article 31 de l'annexe IV, alinéa 1, de l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010, en ce qui concerne les projets financés sur les ressources du 10^{ème} et du 11^{ème} FED, le régime fiscal et douanier applicable aux marchés de services et de fournitures financés par le FED est le suivant :

- Les marchés ne sont assujettis ni aux droits de timbre ni aux droits d'enregistrement, ni aux prélèvements fiscaux d'effets équivalents. Il est cependant rappelé que ces marchés doivent faire l'objet d'un enregistrement (formalité gratuite) dans un délai d'un mois à compter de leur date de signature. Passé ce délai une pénalité de retard est exigible.
- Les marchés sont exonérés de tout impôt frappant les bénéfices et revenus de l'entreprise et de ses salariés autres que ceux recrutés localement. Il s'agit essentiellement de l'impôt sur le BIC, des impôts assis sur les salaires et des impôts dus sur tous les autres revenus. L'attributaire, en tant qu'employeur, est

cependant tenu d'acquitter les impôts sur le revenu de son personnel recruté localement (IPTs).

- Les marchés sont exonérés de la fiscalité locale frappant l'exercice d'une profession (patente).
- L'ensemble des fournitures objet des marchés et qui deviennent à terme échu, la propriété du maître d'ouvrage, sont exonérés totalement, qu'il s'agisse de fiscalité au cordon douanier ou de fiscalité indirecte intérieure (TVA).
- Les carburants utilisés dans le cadre des marchés de services et de fournitures sont exonérés de T.V.A.
- Les matériels professionnels nécessaires à l'exécution de tâches définies dans les marchés de services ainsi que les effets et objets personnels des personnes physiques autres que celles recrutées localement, chargées de l'exécution des tâches définies dans les marchés de services, sont admis temporairement en franchise de droits et taxes.
- Il est rappelé que l'ensemble des importations est soumis au paiement de la Taxe de Statistique au taux de 5%, laquelle constitue une taxe de prestation de services exigible sur toute marchandise exonérée ou placée sous régime suspensif.

La présente Note entre en vigueur à partir de la date de sa signature.



Romuald WADAGNI